

que les ouvriers de Changhai, la Fédération des Cheminots, les mineurs de Tan-Chang et seulement, dans une mesure réduite, les marins.

Le triomphe de la contre-révolution en 1927 a mis partout les syndicats rouges hors la loi et en même temps le Kuomintang a développé un travail d'organisation d'ouvriers dans les syndicats jaunes, dirigés par lui. Dans la suite, on put remarquer un certain travail de réorganisation au sein des syndicats de classe. La Centrale ouvrière pan-chinoise a même tenu des Congrès, mais il découle des rapports publics que le travail des syndicats rouges se trouve encore détaché des grandes masses ouvrières. Il s'agit ici d'une conséquence du dédain du parti officiel envers le mouvement ouvrier des villes et aussi d'un résultat du tournant du centrisme vers une concentration de toute son activité vers l'armée rouge et ce que l'on appelle le pouvoir soviétique de la Chine, comme si les ouvriers chinois ne devaient absolument plus avoir confiance en leurs propres organisations de classe et dans leurs luttes, mais attendre vainement leur libération d'une action unique des bandes de partisans rouges.

\* \*

Si l'on étudie maintenant la période névralgique de 1926-27, on peut voir que le parti, tout en se transformant d'une petite organisation de 994 membres, dont 60 p.c. d'intellectuels (4e Congrès tenu à Changhai en janvier 1925) en un parti de masses de 58.000 membres, dont 58 p.c. d'ouvriers, 18 p.c. de paysans, 19 p.c. d'intellectuels, au 5e Congrès de Wouhan de juin 1927, jouissait d'une influence réelle sur des centaines de milliers d'ouvriers et paysans, sans jouer vraiment le rôle qui aurait correspondu à une telle influence politique. Ainsi, pour ce qui est de la préparation de la lutte armée, la direction du parti a tout fait pour empêcher l'armement des ouvriers et des paysans, la formation de noyaux communistes dans l'armée nationaliste, le travail de propagande en son sein et la lutte pour y gagner des postes de commandement. Pour les dirigeants du parti, l'armée nationaliste n'était pas le peuple armé, mais une armée de mercenaires au sein de laquelle aucun travail politique n'était possible. Le Plenum du C. C. du parti, tenu en décembre 1926, avait pris la décision de créer des cellules dans l'armée, mais des cellules formées seulement de commandants avec interdiction d'y faire entrer les simples soldats. La raison réelle de toute cette politique néfaste était, naturellement celle qui déterminait la politique de cette période, c'est-à-dire empêcher toute rupture avec le Kuomintang. On rejeta, à ce Plenum, la proposition de faire entrer en masse dans l'armée les ouvriers et les paysans, ainsi que les chômeurs et les membres des piquets ouvriers qui, surtout ces derniers, avaient une certaine préparation militaire.

Quand, en 1927, le parti entra dans le gouvernement national, aucun communiste ne fut nommé dans le Conseil Militaire. Et au moment de la rupture avec le Kuomintang, les communistes n'avaient dans toute l'armée, que des grades subalternes. Seulement deux d'entre eux, Yeh Tin et Ho Heng, dirigeaient chacun un régiment et cela au moment où se produisit le soulèvement de Wanchang, qui conduisit les partisans rouges presque aux portes de la ville de Svatof. Il est d'ailleurs caractéristique de constater que, dans toute l'armée « nationale-révolutionnaire », ce furent seulement les groupes de soldats, ayant à leur tête des communistes (donc très peu) qui, au moment du passage définitif du gouvernement de Hankow dans le camp de la contre-révolution, suivirent ceux-ci. Cela démontre les possibilités énormes qui auraient existé pour le parti avec une autre politique, une politique d'action réelle au sein de l'armée, dans l'intérêt de la révolution prolétarienne.

Les mouvements paysans en Chine ont une vieille histoire et on les trouve à côté de tous les grands mouvements sociaux dans l'histoire du pays. Par exemple, la volée célèbre des Taipings, qui se rattache aux premières interventions de l'impérialisme anglais en Chine (guerre de l'opium) n'a pas été un mouvement provoqué par l'ambition et le fanatisme religieux de ses chefs, comme on l'explique en général, mais fut une réelle révolution agraire qui trouve son explication dans les conditions sociales de la Chine et dans l'oppression des propriétaires fonciers.

Le parti communiste ne s'est pas occupé du mouvement paysan, non seulement

à l'époque où il était une petite secte, mais aussi après son développement. Comme l'expliquent très justement les signataires de la « Lettre de Changhai » (1), jusqu'en octobre 1926, la question de la paysannerie n'a pas été posée, fut-ce même une seule fois. A cette époque fut élaboré un programme de revendications paysannes qui resta lettre morte ; par là même, il n'apporta aucun changement essentiel dans la tactique du parti relativement à la question paysanne : la ligne ancienne consistant à étouffer la lutte dans les campagnes et à freiner les mouvements paysans, se continua intégralement. Au Plénum de décembre 1925 fut adoptée une résolution relative à la question paysanne. Dans cette résolution ne figure pas un seul mot concernant le programme et la lutte agraire ; la résolution répond seulement à la question du pouvoir paysan et, naturellement, d'une façon négative. Elle dit entr'autre « qu'il ne faut pas lancer le mot d'ordre du pouvoir paysan » afin de ne pas effrayer la bourgeoisie. C'est encore la même politique que nous avons constatée au sujet de la question de l'armement des ouvriers : éviter, à tout prix, la rupture avec le Kuomintang. Et pourtant, c'était l'époque où, un peu partout, la paysannerie, spontanément, prenait la terre et tâchait de la défendre les armes à la main, contre les propriétaires qui, renforcés par la contre-révolution, passaient à la contre-offensive.

Au même Plénum de décembre, quand il s'agit de l'armement des paysans dans l'Houan, où existait une véritable « jacquerie » des paysans, la réponse fut tout aussi négative.

On n'était pas encore arrivé, alors, au mot d'ordre de la Chine Soviétique que l'on arbore maintenant...

\* \*

La Conférence du parti d'août 1927 condamna définitivement ce que l'on appela la ligne opportuniste de la vieille direction de Tchen-Dou-Siou et fit table rase des anciens dirigeants, sauf Tsiou-Tsiou-Bo, qui, ayant fait une opposition verbale gauchiste, fut élevé en exécutif de la nouvelle ligne. S'ouvre ainsi l'époque « putschiste », qui trouve son expression dans la Commune de Canton de décembre 1927. Toutes les conditions étaient défavorables pour une insurrection à Canton : le soulèvement agraire en déclin, une armée aux portes de la ville, la population ouvrière de Canton composée surtout d'artisans et de coolies, les seules couches d'ouvriers, les métallurgistes, se trouvant de l'autre côté de la barricade, et, malgré cela, le parti voulut marcher à l'assaut donc au putsch. Il est bien entendu que nous ne voulons en rien diminuer l'héroïsme des communards de Canton, qui luttèrent jusqu'à la mort. Mais l'exemple de Canton n'était pas isolé. A la même époque, cinq autres comités régionaux, entr'autres ceux de Houpel et de Changhai se prononcèrent pour le soulèvement immédiat. On surestimait maintenant les succès des mouvements paysans qui ne pouvaient avoir qu'un caractère sporadique et ne caractérisaient pas la situation générale de reflux de l'action révolutionnaire et de l'offensive de la contre-révolution victorieuse. Le 6e Congrès du P. C. C., de juillet 1928, continua à maintenir la perspective de « lutter pour la victoire dans une ou plusieurs provinces ». Et ce fut Li-Li-Sian qui fut chargé de l'application de la ligne aboutissant, en août 1930, quand les communistes essayèrent de se rapprocher de villes importantes comme Tchangcha et Hon-Kow, à une défaite complète de l'Armée Rouge. Alors, ce fut le tour de Li-Li-Sian d'être le bouc émissaire de la défaite. On découvrit soudain « qu'il n'avait pas su consolider la base révolutionnaire », qu'il avait, lui aussi, fait une politique aventuriste. Après la chute de Li-Li-Sian, après un essai de mobilisation des masses sous des mots d'ordre démocratiques, celui de l'Assemblée Constituante en premier lieu, en remplacement de la perspective « de prendre immédiatement le pouvoir dans une ou plusieurs provinces », le centrisme a enfin abouti aux mots d'ordre actuels : « défendez l'Armée Rouge, défendez le gouvernement soviétique chinois, défendez l'Union Soviétique Russe ».

\* \*

(1) Il s'agit d'une brochure éditée par le « Redressement communiste » en France en 1928 et écrit par la minorité de la délégation de l'I. C. en Chine.